Décision n° 2018-1552
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 4 décembre 2018
modifiant la décision n° 2018-1036 en date du 10 août 2018
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
à la société VIGILANT
pour un réseau indépendant du service fixe
entre le département du Nord (59) et la Belgique
et entre le département du Nord (59) et le Royaume-Uni

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision n° 2018-1036 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 10 août 2018 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société VIGILANT pour un réseau indépendant du service fixe entre le département du Nord (59) et la Belgique et entre le département du Nord et le Royaume-Uni ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 26 septembre 2018 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l'Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu la demande par voie électronique de la société VIGILANT, reçue le 28 novembre 2018 ;

Décide :

Article 1. Les annexes 5 et 6 à la décision n° 2018-1036 en date du 10 août 2018 susvisée sont supprimées à compter de la date de la présente décision. Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 à la présente décision, sont restituées.

Article 2. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société VIGILANT.

Fait à Paris, le 4 décembre 2018,

Pour le Président et par délégation

Jean-Luc STEVANIN
Chef de l'unité gestion des fréquences